

## Quand le temple dédié à la colonisation belge fait peau neuve

Par Anne Wetsi Mpoma

L'Africa Museum va rouvrir ses portes en 2018 après quatre ans de fermeture pour travaux de rénovation. L'institution, aujourd'hui dotée d'un directeur des services aux publics, a inscrit la décolonisation à l'ordre du jour de son nouveau plan opérationnel. Il s'agit là d'un tournant dans la politique du musée, un tournant qui est le fruit de discussions avec des membres des diasporas africaines. Mais contrairement à ce que les médias mainstream présentent partout comme une future rénovation absolument réussie, effet Waouw garanti (Libre Belgique, juillet 2017), la parole est loin d'être inconditionnellement donnée aux Africains.

Les mots décolonisation et inclusion ont remplacé les mots diversité et multiculturalisme (Sumaya Kassim, The Museum will not be decolonized, 15 Nov 2017). Qu'il s'agisse des musées ethnographiques ou d'histoire, ou même des musées d'art contemporain, les grandes institutions des grands centres urbains occidentaux sont confrontés à la présence de citoyens issus d'anciennes colonies ou de sociétés non européennes (The predatory museum, ICOFOM Study Series, vol 45, 2017). Ces institutions sont également confrontées à de grands défis économiques. Quels sont les enjeux réels derrière la volonté affichée de co-création ou de modernisation ? Peut-on réellement moderniser, décoloniser, ou co-créer un musée aujourd'hui ?

***La rénovation de l'Africa Museum provoque admiration pour les uns et indignation pour les autres. Les questions soulevées sont multiples.***

Ces questions sont liées au passé colonial de la Belgique et à la connaissance de ce passé par les citoyens actuels du pays. Des questions entre les liens

éventuels entre l'architecture et les courants artistiques du 19<sup>e</sup> siècle et l'idéologie impérialiste et coloniale apparaissent également. Tout comme on est en droit de s'interroger sur le rôle des sciences naissantes au 19<sup>e</sup> siècle et sur les notions actuelles d'universalisme et d'objectivité scientifique. Au cours de cette rénovation, sont également apparues des questions sur ce que les uns et les autres entendent par décolonisation et sur la manière effective dont cette décolonisation, de l'espace et des esprits, peut réellement s'opérer.

De nombreuses institutions sont aujourd'hui confrontées à des nationaux issus des anciennes colonies et dont ils ne savent pas très bien quoi faire. Une question de légitimité se pose : Qui peut s'accaparer le discours légitime sur des objets historiques collectés dans des conditions souvent obscures et dans un contexte d'une violence indéniable ? Les scientifiques du Musée, les scientifiques africains vivant et travaillant en Afrique ou ceux issus de la diaspora ?

Pour tenter de répondre à certaines de ces questions, je puiserai avant tout dans mon expérience de consultante issue de la diaspora africaine (congolaise pour être précise) pour la rénovation de l'exposition de référence du Musée royal de l'Afrique Centrale (Mrac ou Africa Museum). J'utiliserai également les nombreux témoignages issus d'échanges avec d'autres membres des diasporas africaines travaillant avec des institutions belges, néerlandaises, françaises, anglaises, etc. Ces interrogations que des acteurs(trices) culturel(le)s issu(e)s de minorités visibles se posent se sont dernièrement exprimées dans deux projets d'envergure : au Wiels, centre d'Art contemporain bruxellois, dans son exposition *Le Musée absent* ainsi qu'au Musée d'Art moderne à Paris, le Centre Georges Pompidou qui a questionné l'invisibilité réservée à certaines œuvres ou certaines catégories de la population dans ses espaces de monstration habituels.

Je m'appuie également sur le travail de fin d'études de Master en Anthropologie à l'Université de Londres de Jessica Knights sur la rénovation du Musée de Tervuren ainsi que sur les recherches de Debora L. Silverman (*Art Nouveau, Art of Darkness, African lineages of Belgian modernism*, 2013), Jos van Beurden (*Treasures in trusted hands*, 2016), Sumaya Kassim (*on Mediadiversified*, 15 Nov 2017) ou Maboula Soumahoro (Oct 2017) pour ne citer qu'eux.

## ***La rénovation de l'Africa Museum concerne davantage le bâtiment que son contenu***

Pourquoi un musée sur l'Afrique Centrale contemporaine aujourd'hui en Belgique ? D'où une telle institution tirerait-elle sa légitimité ? Quel message peut-on et veut-on faire passer en rénovant un bâtiment qui fut créé pour promouvoir l'entreprise coloniale ? Quel discours adopte-t-on aujourd'hui sur l'Art Nouveau, style architectural à la base de la création du musée, style que Debora L. Silverman, identifie comme du « modernisme impérialiste »?

La rénovation concerne principalement la rénovation du bâtiment. Plus de 65 millions d'euros dédiés à la remise à neuf du bâtiment pour plus ou moins 5 millions d'euros dédiés à son contenu. Rappelons-nous que la création même du musée est fondée sur l'idéologie impérialiste incarnée par la personne du Roi Léopold II. Pour montrer sa puissance et sa supériorité, l'homme blanc fait construire des bâtiments qui témoignent de sa grandeur, Ce qu'Annie Coombes appelle « l'indispensable corollaire de l'impérialisme », qui atteint son apogée pendant le phénomène des expositions coloniales avec un mélange d'exégèse scientifique et de divertissement de masse ». Aujourd'hui de force est de constater en discutant avec les responsables du Musée que les préoccupations sont toujours les mêmes qu'au début du 20<sup>e</sup> siècle. Il s'agit de divertir les publics et d'attirer du monde au Musée avec du sensationnel.

La remise en question de ce principe fondateur du musée royal de l'Afrique centrale constitue pourtant une première étape indispensable dans le processus de décolonisation de celui-ci. Les réponses habituelles, et toutes faites, invoquant des priorités économiques et des délais temporels à respecter, ne peuvent éluder un véritable dialogue et une discussion de fond qui remettraient en question ces idées fondatrices telles que le musée comme lieu de production d'un savoir sur l'Afrique et ses peuples (dé)colonisés contemporains. Les raisons à l'origine de la rénovation du bâtiment sont d'ordre pratique et non idéologique : le bâtiment tombait en ruines, et il s'agissait de le protéger. Il s'agit d'un bâtiment entièrement protégé auquel on ne peut légalement apporter aucune modification aujourd'hui.

### ***Idéologie impérialiste, universalisme scientifique et architecture coloniale***

Le Palais Colonial (aujourd'hui, une salle de réception et différents départements scientifiques de l'institut) fut construit dans le style belge de l'Art Nouveau en 1897 à l'occasion de l'exposition universelle, à Tervuren où se trouvait une résidence royale. Ce pavillon colonial devait alors abriter la

section coloniale de l'exposition universelle. Il s'agissait de montrer des spécimens de la faune et de la flore congolaise, ainsi que des produits importés comme l'hévéa qui servit dans l'industrie du pneu, l'ivoire ou d'autres matières premières.

En plus, des villages de Congolais ainsi qu'un lac de poissons d'eau douce furent créés à Tervuren et dans le parc.

La collection grandissant rapidement, Léopold II commanda à l'architecte Charles Girault qui avait déjà dessiné le Petit Palais à Paris, des plans pour un complexe muséal jamais achevé à Tervuren.

Le musée fut inauguré en 1910 par le Roi Albert I à l'occasion de l'exposition internationale Bruxelles-Tervuren.

Au courant du 19<sup>e</sup> siècle, l'homme blanc créa une vision du monde basée sur la séparation et la hiérarchisation des races. Il s'est placé au sommet de cette pyramide hiérarchique aux dépens des peuples qu'il a appelés « autres » ou des femmes de sa propre société. Des sciences comme l'histoire, la biologie, l'archéologie, la géologie ou l'anthropologie faisaient leur apparition. Classification et hiérarchisation du règne animal et humain furent à l'ordre du jour. Les « découvertes » de nouveaux territoires furent autant d'occasions d'en rapporter des objets- trophées que l'on exposa dans des musées, spécialement conçus à la gloire des nations naissantes.

Ainsi, en Belgique, l'actuel Musée royal de l'Afrique Centrale de Tervuren (Mrac) fut créé suite à la première exposition coloniale. L'objectif était de convaincre la population belge des bienfaits et de l'intérêt d'une colonie. L'enjeu était de se hisser au rang de grande puissance européenne et de convaincre le citoyen lambda de l'intérêt économique tout comme de la mission civilisatrice du système colonial.

D'un point de vue scientifique, l'institut s'inscrivait tout à fait dans le contexte de l'époque qui plaçait les sujets humains comme objets d'étude des sciences naturelles. Les collections y sont le fruit de collectes systématiques ordonnées par le Roi des Belges alors propriétaire de l'Etat indépendant du Congo : faune, flore, ressources minières et objets culturels forment ainsi la collection du Musée.

Actuellement et dans la continuité de la création de l'institution, la connaissance scientifique du terrain congolais par les scientifiques est mise à la disposition d'entreprises responsables de l'exploitation économique des ressources de la région.

## ***Un musée ethnographique au 21<sup>e</sup> siècle***

Aujourd'hui au 21<sup>e</sup> siècle, les musées ethnographiques ainsi créés à travers le monde sont confrontés à plusieurs réalités. Tout d'abord, la plupart des bâtiments sont devenus vétustes et présentent les objets d'une façon obsolète et inintéressante pour le public actuel. Ensuite, la question du statut des objets présentés, tout comme les conditions de leur acquisition deviennent cruciales pour des personnes d'ascendance africaine qui font aujourd'hui partie intégrante de la société européenne ainsi que pour d'autres qui partagent des valeurs de justice et d'équité sociale.

A travers les questionnements sur la légitimité d'un musée européen, ou plus largement occidental, à montrer des objets, parfois sacrés, issus de civilisations non européennes, se pose, enfin, la question du statut des citoyens, nationaux ou migrants, originaires des anciennes colonies ou civilisations dont sont issus les objets exposés dans les dits musées ethnographiques ou d'Art et d'Histoire. De nombreuses rencontres, colloques et symposiums abordent les questions liées à la monstration d'objets appartenant à des civilisations non européennes et collectés dans un contexte de prédation coloniale. Les chercheurs s'interrogent également sur de nouvelles manières de présenter des objets historiques européens de manière à la fois instructive et attrayante pour les publics. Etudes postcoloniales, « Black studies », héritage culturel, décolonisation de l'espace public et blanchité (ou White studies) sont autant de notions témoins de ces interrogations grandissantes.

Ayant partiellement participé et suivi le processus de rénovation de l'institution en tant qu'experte de la diaspora africaine en Belgique depuis la fermeture du Musée en 2014, j'ai un point de vue assez critique quant à la manière dont ce processus de consultation s'est déroulé, ainsi que sur son efficacité réelle sur le terrain. Cet avis critique est partagé par de nombreux experts et curateurs d'Art ayant participé à des projets inclusifs ou collaboratifs avec des institutions muséales en France, aux Pays-Bas, en Allemagne et en Angleterre. Soit dans les anciennes puissances coloniales européennes.

***Nous sommes ce que nous sommes parce que vous êtes ce que vous êtes***

Dans son mémoire de fin d'études sur la rénovation du Musée de Tervuren pour la University College of London, Jessica Knights décrit brièvement les propos de Tony Bennett qui s'est longuement exprimé sur l'émergence au 19<sup>e</sup> siècle d'institutions telles que le musée d'Art, le musée d'Histoire et de sciences naturelles, les expositions nationales et internationales, bâtiments à arcades et les grandes foires. Pour Bennett, nous dit Knights il s'agit de complexes d'exposition destinés à inscrire et à transmettre des messages de puissance à travers la société, inculquant à l'audience une manière de voir l'autre et de se percevoir soi-même. L'anthropologie en particulier joua un rôle crucial dans l'argumentation idéologique qui créait un lien entre les nations occidentales et les civilisations non européennes tout en envisageant une discontinuité dans le temps. Discontinuité qui projetterait ainsi les « peuples primitifs » hors de l'Histoire pour occuper une zone entre « nature et culture ». Cette image de l'autre fut construite au fil du temps dans le dispositif muséal mis en place par toutes les institutions. Ce qui m'amène à une question cruciale pour les Africains et Afro-descendants: Comment l'AfricaMuseum va-t-il aujourd'hui décoloniser cette image de l'autre qui fut en grande partie construite et diffusée à travers un dispositif précis d'exposition auquel il a activement participé ? Sachant qu'il lui est aujourd'hui légalement interdit de toucher ou modifier à ce dispositif et bâtiment. Sachant aussi que pour des raisons financières, il a été décidé de travailler avec le personnel habituel de l'institution, sans à aucun moment leur fournir une formation quelconque sur des techniques de collaboration avec des spécialistes issus des minorités visibles ou même simplement aux enjeux réels d'une décolonisation.

### ***La représentation de l'Autre que l'on a créé de toutes pièces***

La nouvelle exposition de référence du Musée comprend une salle ou plutôt un coin consacré à la question de la représentation de l'Autre. Ce « Corner Representation » pour rester dans les appellations anglophones choisies par l'institution a pour objectif de présenter au visiteur la manière dont l'institution muséale a participé à la création de stéréotypes sur les Congolais à travers la propagande coloniale. Est-ce à dire que le visiteur repartira avec des informations sur la manière dont il se perçoit lui-même, de son « white privilege » ? J'en doute.

Pour exemple, la croyance dans la modernité et le haut niveau de développement de l'Europe n'est absolument pas remise en question. Il s'agit d'une croyance profondément ancrée dans la société actuelle, qu'on soit en Afrique ou en Europe, et à aucun moment celle-ci n'est challengée dans la

nouvelle exposition permanente. Les discussions avec le personnel du Mrac laissent à penser que cela n'est pas envisageable pour le moment.

On peut toutefois espérer que le service éducatif travaillant en collaboration avec des experts de la diaspora trouvera un moyen de faire passer le message que l'idée selon laquelle l'Europe est plus moderne et plus évoluée que l'Afrique est une croyance et non une réalité. De la part d'un service financièrement dépendant de la Coopération au développement, ce serait un acte de courage et un signe fort, porteur d'espoir pour les générations futures. A l'heure où de plus en plus de gens réalisent les limites du modèle de la société capitaliste occidentale basée sur le pouvoir de l'argent, l'endettement, la consommation à outrance et l'exploitation sociale, les valeurs traditionnelles des Africains méritent d'être valorisées. Une pratique comme le Kasala est aujourd'hui utilisée dans des ateliers de développement personnel en Belgique et au Canada. Or, il s'agit d'une pratique présente presque partout en Afrique Centrale et de l'Ouest, sous différentes appellations comme le Losako par exemple. Mais cette question de l'appropriation culturelle de pratiques africaines considérées comme barbares jusqu'au moment où ce sont des Blancs qui l'appliquent et que ça devient tout à coup tendance, pourrait faire l'objet d'un autre article. Les exemples sont inombrables et dans tous les domaines.

En dehors de ce « Corner Representation », le dispositif muséal d'antan n'est malheureusement pas beaucoup remis en question dans l'ensemble de la nouvelle exposition. Le bâtiment, les murs, les vitrines, les statues, ... tout est sous le joug de la protection du patrimoine.

Comment inventer une nouvelle muséographie dans des vitrines datant du début du 20<sup>e</sup> siècle ? Comment créer une nouvelle exposition avec le même personnel qui travaille sur ces objets depuis, bien souvent, plusieurs décennies ? Et que dire des rapports de pouvoir interpersonnels ou interprofessionnels qui se nouent entre les experts indépendants issus des diasporas et le personnel scientifique qui jouit d'un statut privilégié au sein de l'institution muséale. Peut-on réellement remplacer les rapports habituels de domination-soumission par des rapports de co-création dans ces conditions ?

Je suis convaincue que non. Faut-il pour autant jeter le bébé avec l'eau du bain ? Non, bien évidemment. Il existe effectivement des positions diverses au sein du personnel du Mrac qui rendent une collaboration envisageable mais les diasporas africaines ne peuvent se contenter d'être soumises à la bonne volonté de certains individus au sein de l'institution. Il nous faut réellement

comprendre les enjeux sous-jacents à la rénovation et à la volonté de co-création affichée pour pouvoir identifier et détourner l'écueil d'une banale instrumentalisation. Le cas des discussions autour des différentes salles qui formeront la future exposition de référence est assez révélateur. Je décrirai donc un cas particulier de manière plus détaillée, et ce afin d'illustrer les écueils à éviter. Mon objectif est ici de créer un dialogue ouvert qui permettra aux générations futures de continuer un travail entamé utile bien qu'incomplet.

### **Exemple de tentative de co-création : La salle Journey of life**

Cette salle s'inscrit dans la ligne droite de l'anthropologie sociale et incarne absolument l'appropriation du discours sur l'Autre. Il y est prévu d'interviewer des Africains (Congo, Rwanda, Burundi) vivant en Afrique et en Belgique. Il s'agirait de les faire témoigner d'événements majeurs qui ont rythmé leur vie, ces événements étant choisis et déterminés par les commissaires de la salle. Ces événements correspondent en fait aux grandes étapes de la vie telles que définies par les anthropologues classiques à savoir : la naissance, la maladie, la mort, le mariage ou les croyances religieuses. Soucieux d'échapper à une stigmatisation outrancière en utilisant le terme initiation pour décrire le mode d'apprentissage en Afrique Centrale, on parlera de l'enseignement ou de l'apprentissage de la vie. Ces témoins africains s'exprimeront dans des films qui apparaîtront sur des écrans géants dans la salle. Autour d'eux seront disposés dans des vitrines des objets en lien avec l'étape de la vie sur laquelle ils seront interviewés. Ce dispositif muséal me paraît tout à fait archaïque et déplacé. Après les zoos humains et les visites au quartier Matongé, la salle Journey of life. C'est une manière très maladroite de nous mettre en scène. Idée qui pourtant partait d'une volonté de bien faire. Mais c'est ce qui arrive lorsqu'on fait au lieu de laisser faire les personnes concernées par elles-mêmes. On ne peut jamais vraiment se mettre à la place d'une personne. Le personnel du Musée majoritairement issu du groupe hégémonique belge aura beau passer des heures à écouter et recueillir les témoignages des Africains, ils ne transmettront jamais que leur vision biaisée de ce qu'ils auront compris de ces dits témoignages.

C'est notamment pour cette raison que nous souhaitons que les interviewers pour les témoignages de cette salle, soient des Africains et/ou Afro-descendants eux-mêmes. Nous avons appris en posant la question lors d'une réunion que l'interrogateur sera probablement un des co-commissaires général de l'exposition, une femme métisse (moitié flamande et moitié congolaise). Et ce en dépit du fait que cette personne n'est pas commissaire de la salle Journey of Life. Et également en dépit du fait que certains des



experts issus des diasporas africaines autour de la table possèdent les compétences nécessaires pour effectuer ce travail. J'ajouterai même en dépit du fait que cette personne possédant de nombreuses responsabilités au sein du Musée ait un agenda très chargé.

Il me semble donc que le Musée a choisi de faire appel à elle pour des raisons politiquement correctes à ses yeux mais qu'il ne s'agit pas du choix de la diaspora elle-même.

### ***Il ne suffit pas de nommer une afro-descendante co-commissaire de l'exposition générale pour décoloniser le musée***

Cette scientifique du Musée fut nommée à ce poste suite à l'intervention des experts issus de la diaspora mais à aucun moment, aujourd'hui, cette personne ne se réfère à eux et à leur intervention pour expliquer sa présence à un tel niveau de décision. Au contraire, elle présente les travaux issus de discussions avec les diasporas africaines qui l'ont placées là où elle se trouve en s'en appropriant le contenu. Faisant partie intégrante du personnel du Musée, elle en défend les intérêts et ne représente pas les intérêts de la diaspora africaine en Belgique. A l'étranger, en Nouvelle-Zélande, positivement réputée pour avoir créé un dialogue ouvert avec les populations natives Maori (même si cette réputation a forcément ses limites puisqu'on parle d'une colonisation avec un dominant et un dominé), on procède autrement. On fait clairement la différence entre les instances de représentation des populations Maori et les membres du gouvernement d'ascendance Maori qui eux défendent les intérêts de leur employeur au même titre que tous les autres employés.

### ***Les Noirs d'Europe et a fortiori de Belgique ne seraient pas des Africains authentiques***

Une autre croyance limitante à laquelle nous avons dû faire face et tout droit issue de préjugés racistes en lien avec la colonisation est celle qui consiste à envisager une différence profonde, radicale entre les populations occidentales et non-occidentales. Ainsi, les diasporas africaines présentes en Belgique perdraient leur « authenticité » ou légitimité par rapport aux Africains vivant encore sur le continent. Une séparation apparaîtrait tout à coup entre les Diasporas et les Autres. Cette croyance est vivement présente et entretenue au sein d'une partie majoritaire du personnel du Musée. Lors de réunions, les experts issus de la diaspora se voient souvent objecter que les Congolais du pays, eux, se montreraient moins revendicateurs. Il s'agit d'une catégorisation tout à fait artificielle qui reflète la difficulté de penser des

nationaux afro-descendants comme des nationaux et non pas comme des étrangers. Ou plus simplement de laisser les gens être ce qu'ils sont, c'est-à-dire des métisses culturels.

En tant que curateurs d'Art contemporain, historiens ou artistes noirs, on doit traiter de sujets relatifs à l'Afrique car on n'est absolument pas attendus sur d'autres sujets dits eux « universels ». Et en même temps, notre légitimité à traiter de sujets africains est systématiquement remise en question car d'avoir traversé l'océan et d'être en contact avec la modernité occidentale nous couperait de nos origines africaines.

C'est ainsi que l'actuel directeur du Mrac s'est permis de nous signifier qu'il va réaliser un comité consultatif où seront conviés uniquement des Historiens congolais vivant au Congo et pas en Belgique. Et en discutant avec d'autres spécialistes en Histoire de l'art établis au Congo et en contact avec l'institution, j'ai pu recueillir plusieurs témoignages selon lesquels le personnel du Musée cherche sciemment à créer une rupture entre les Congolais de Belgique et du Congo, fidèles à l'adage « diviser pour mieux régner ».

### ***Conditions préalables pour parler d'inclusion et de co-création***

D'une façon générale, afin de parler d'inclusion ou même de co-création avec les populations afro-descendantes dont sont issus les objets exposés dans le musée. On doit pouvoir envisager un climat serein et une certaine sécurité et autonomie de la part des experts engagés. S'il existe forcément un lien hiérarchique direct entre les deux parties, on pourrait cependant attendre un rapport d'égal à égal. Or si, comme ce fut le cas dans le processus de consultation actuel, l'interlocuteur du Musée n'apprécie pas d'être contredit par son interlocuteur africain, avec qui il est censé être dans un processus de co-création, et que pour toute réponse, il met fin aux consultations pour faire appel à d'autres personnes plus conciliantes selon son point de vue, on est face à un problème d'instrumentalisation. Sans parler de déontologie. « On a quand même bien le droit de travailler avec qui on veut ! » m'a-t-on déjà répondu. Oui, mais dans certaines conditions quand même. Si ce changement est explicite, notifié et justifié, il peut être acceptable. Mais lorsqu'une partie détient le pouvoir et l'autre le droit au silence sans aucun recours possible, on est vraiment en droit de s'interroger sur le sens que prend alors le processus de la dite consultation.

### ***Décolonisation à l'ordre du jour de la nouvelle exposition permanente de l'Africa Museum ?***

J'admets que le changement de vision auquel l'actuel directeur, Guido Gryseels, fait appel dans son discours de présentation de la rénovation de l'institution est un changement clair et présent dans la nouvelle exposition. Pour autant, ce changement manque encore en substance et en contenu. Cette exposition n'est pas une fin en soi mais bien d'une étape intermédiaire, pour ne pas dire un début, par égard pour les pionniers du Comraf qui travaillent dans l'ombre depuis le début des années 2000.

Le message du musée concernant par exemple l'histoire coloniale n'est absolument pas clair. Il tente encore de ménager la chèvre et le chou. Lors des réunions, j'ai clairement perçu chez certains interlocuteurs que leur discours n'était pas guidé par leurs convictions profondes mais par les différents publics ou lobbys qu'ils tentent de ménager. On peut décoloniser l'institution à beaucoup de niveaux différents. Et comme l'a très bien écrit Sumaya Kassim « Il ne suffit pas d'être représenté pour pouvoir parler de décolonisation. ». La question de la décolonisation n'est pas uniquement une question d'origine ou de couleur de peau. Il s'agit d'un processus complexe lié à un certain degré de conscientisation et de recherche d'équité. Argumenter qu'une idée est bonne parce qu'elle a été validée par un scientifique africain ou afro-descendant est un argument d'autorité inacceptable et raciste. Le musée doit envisager les populations afro-descendantes comme un public cible à qui ses collections s'adressent mais cela ne suffit pas. Il doit avant tout se demander comment faire réfléchir le visiteur blanc sur sa propre position, que Maboula Soumahoro appelle sa blanchité : « Ce que permet la blanchité est le questionnement de l'universalisme, en réalité aveugle aux inégalités. Le rôle que joue la blanchité est celui de révélateur, dans le sens qu'il met à jour le système qui privilégie les uns au détriment des autres. La blanchité est un concept théorique qui n'a aucune réalité biologique, cependant elle est un fait social. Ce concept propose un changement de perspective. Tant que le blanc ne sera pas nommé et perçu comme un groupe racial comme les autres, alors le blanc sera la norme universelle. »

Mon analyse m'amène à conclure que si le Mrac cherche aujourd'hui à se présenter comme le fer de lance de la décolonisation en Belgique c'est plus par opportunisme que par conviction. Tout comme le transfert d'objets organisé par la Belgique à travers le directeur du Mrac de l'époque, sans aucune demande du gouvernement congolais entre 1976 et 1982 fut présenté comme un triomphe dans lequel un Etat indépendant postcolonial réussissait à obtenir le rapatriement d'un certain nombre d'objets lié à son héritage culturel, les médias mainstream présentent la réouverture du Mrac devenu depuis l'Africa Museum comme une victoire des Afro-Belges dans la

reconnaissance de l'Histoire coloniale. Ce qui n'est pas le cas. Et tout comme le chercheur, Jos van Beurden a récemment fait apparaître que ce transfert d'objets fut un instrument de la diplomatie culturelle belge pour sauvegarder ses intérêts économiques dans son ancienne colonie, tout particulièrement les ressources minières, une analyse du processus de consultation des diasporas africaines de Belgique fait apparaître qu'elles furent l'objet d'une instrumentalisation plus que d'une réelle volonté de co-création.

Le premier critère à remplir pour créer un climat favorable à une co-création et décolonisation étant l'écoute active, la compréhension et la volonté de contrebalancer l'exclusion dont sont l'objet les Africains aujourd'hui encore dans ce musée et le tissu culturel belge. Cette volonté qui me semble un prérequis minimum ne fut pour le moins pas rencontré lors de la majorité des réunions auxquelles j'ai assisté.

